



Grand Conseil

Secrétariat général

Place du Château 6
1014 Lausanne

Liste des objets en attente de traitement

Etat au 1^{er} décembre 2016

NB : « RC ok le... » = rapport de commission transmis en version définitive au secrétariat parlementaire le...

DEPARTEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

	Objets	Commentaires
1.	(305) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Fabienne Freymond Cantone et consorts au nom du Groupe socialiste pour que les femmes comptent aussi au niveau des conseils d'administration	Séance de commission le 08.09.16 RC en retard depuis le 27.10.16 (Anne Décosterd)
2.	(308) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit additionnel de CHF 560'000.- au crédit d'investissement de CHF 4'971'000.-, accordé par le Grand Conseil le 29 mai 2007 pour la déconstruction et le transfert, dans un endroit sûr, de 16 maisons, la protection de 2 maisons demeurant habitables, ainsi que la protection de la route cantonale Salavaux-Môtier suite aux glissements de terrain survenus au lieu-dit « les Roches », sur les communes de Vallamand et Mur	RC ok le 15.11.16

	Objets	Commentaires
3.	<p>(318) Exposé des motifs et projet de décret portant sur la quatrième adaptation du Plan directeur cantonal et</p> <p>Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les motions</p> <ul style="list-style-type: none"> - Christelle Luisier Brodard et consorts concernant la mesure A11 du Plan directeur cantonal - nécessité d'une solution plus souple afin de favoriser la création de logements (12_MOT_008) - Catherine Labouchère et consorts concernant le plan directeur cantonal (PDCn) - modification de la mesure A12 (12_MOT_007) <p>et sur les postulats</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rémy Jaquier et consorts relatif à la modification de la mesure A11 du Plan directeur cantonal (10_POS_220) - Jacques Nicolet et consorts - Redonnons vie au coeur de nos villages en densifiant l'habitat dans les volumes construits (10_POS_207) - Jean-Marc Genton et consorts - Revoir le dimensionnement de la zone de l'habitat traditionnellement dispersé mesure C23 du plan directeur cantonal 14_POS_088) <p>et Réponses du Conseil d'Etat aux interpellations</p> <ul style="list-style-type: none"> - Jean-Marc Sordet et consorts - Articulation entre la mesure A12 du PDCn et les exigences de déclassement découlant de la LAT (14_INT_267) - Yves Ravenel - Zones d'utilité publique et compensations (14_INT_301) - Régis Courdesse et consorts - LAT1 et Bilan des réserves de terrains à bâtir : une pseudo-souplesse basée sur des hypothèses de calculs discutables (15_INT_390) - Fabienne Freymond Cantone et consorts - Lignes directrices pour le redimensionnement des zones à bâtir : gros problèmes de vue ! (15_INT_458) - Stéphane Rezso et consorts - La LAT veut-elle vraiment empêcher toute construction partout ? (15_INT_457) - Jean-François Thuillard - Privilégier le dialogue avec les communes tout en s'opposant à la délivrance de permis de construire : est-ce vraiment compatible ? (16_INT_503) - Jean-François Thuillard – Qui est compétent pour s'opposer à la délivrance de permis de construire par les communes ? le département ou le SDT ? (16_INT_517) - Eric Züger et consorts - L'Etat de Vaud fait-il tout ce qui est possible pour assurer le développement urbain vers l'intérieur ? (16_INT_504) 	<p>Séances de commission les 07.11.16, 14.11.16 et 24.11.16</p>
4.	<p>(323) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la partie aménagement du territoire (art. 1 à 79) de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions du 4 décembre 1985 (LATC)</p>	<p>Séance de commission le 28.11.2016, 9.12.2016, 12.01.17 et le 30.01.17</p>
5.	<p>(330) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Michel Miéville et consorts - Stop aux exportations des déchets de bois usagés</p>	<p>Séance de commission le 19.01.17</p>

	Objets	Commentaires
6.	(12_MOT_013) Motion Guy-Philippe Bolay et consorts concernant le logement – Favorisons la densification grâce au maintien du Plan partiel d'affectation (PPA)	Séance de commission le 14.02.13 En attente que le projet de modification de la LATC soit passé devant le CE (23.02.16 : selon DTE, toujours valable)
7.	(16_POS_171) Postulat Anne Papilloud et consorts – Tous les genres sont bons, hors le genre ennuyeux. Voltaire.	RC ok le 28.11.16
8.	(16_POS_194) Postulat Alexandre Rydlo et consorts au nom du groupe socialiste - Pour un recyclage complet des déchets plastiques sur sol vaudois	Séance de commission le 21.11.16
9.	(16_INT_539) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Aline Dupontet et consorts - Mort annoncée de l'aide financière fédérale aux services de consultation (art.15 LEg), quelles conséquences pour le canton de Vaud ?	
10.	(16_INT_518) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Régis Courdesse - Soufflerait-il un vent nouveau dans l'Est Vaudois ?	
11.	(16_INT_547) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Yvan Pahud et consort - Abattage rituel et viande halal : les exigences légales en matière de protection des animaux sont-elles vraiment respectées ?	

	Objets	Commentaires
12.	<p>(310) Exposé des motifs et projet de décret</p> <p>- accordant au Conseil d'Etat un crédit d'ouvrage de CHF 7'900'000.- pour la rénovation intérieure de l'Aula des Cèdres de la Haute Ecole Pédagogique du Canton de Vaud (HEP Vaud) – avenue de Cour 33bis à Lausanne</p> <p>- accordant au Conseil d'Etat un crédit d'ouvrage de CHF 2'600'000.- pour la réfection des installations sanitaires du bâtiment principal de la Haute Ecole Pédagogique du Canton de Vaud (HEP Vaud) – avenue de Cour 33 à Lausanne</p>	<p>Séance de commission le 16.09.16</p> <p>RC en retard depuis le 13.10.16 (Christiane Jaquet-Berger)</p>
13.	(16_MOT_094) Motion Laurent Ballif et consorts – Préservation du patrimoine et sauvegarde des archives cantonales : deux raisons de soutenir le Musée Bolo	Séance de commission le 13.10.16
14.	(16_MOT_095) Motion Fabienne Despot et consorts - Réintroduisons en secondaire I une troisième voie visant à favoriser l'intégration professionnelle des élèves les moins scolaires	Séance de commission le 13.01.17
15.	(16_POS_170) Postulat Sylvie Podio et consorts - Pour un renforcement rapide de l'enseignement du français et de l'histoire au secondaire !	RC ok le 28.11.16
16.	(16_POS_175) Postulat Axel Marion et consorts - Aide aux entreprises qui prennent en apprentissage des jeunes adultes en situation difficile	RC ok le 23.11.16
17.	(16_POS_191) Postulat Laurence Cretegnny et consorts - Politique socio-éducative, bilan actuel et vision d'avenir	Séance de commission le 25.11.16
18.	<p>(16_POS_192) Postulat Gérard Mojon et consorts - Orientation des jeunes après l'école : une analyse approfondie s'impose et</p> <p>(16_POS_193) Postulat Manuel Donzé et consorts - Echecs en première année dans nos hautes écoles : en fait-on assez au niveau de l'orientation scolaire et professionnelle dans nos écoles ?</p>	Séance de commission le 16.12.16
19.	(16_POS_195) Postulat Christian Kunze et consorts - Heures de décharges : il est l'heure d'une étude	Séance de commission le 12.01.17
20.	(16_INT_532) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Manuel Donzé - Temps d'enseignement obligatoire, les particularités du canton de Vaud : beaucoup d'heures en 3P et moins en 11P, en comparaison cantonale	
21.	(16_INT_538) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Graziella Schaller et consorts - Pour soutenir le développement de nos enfants dans notre société numérique, donnons-leur les outils appropriés !	

	Objets	Commentaires
22.	(274) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Anne Papilloud et consorts – Quelle politique carcérale pour le canton ? et Réponse du Conseil d'Etat à la détermination Marc-Olivier Buffat (13_INT_173)	RC ok le 10.10.16
23.	(313) Rapport du Procureur général sur l'activité du Ministère public pour l'année 2015	RC ok le 27.10.16
24.	(314) Exposé des motifs et projet de loi modifiant les lois du : – 29 mai 2012 d'application du droit fédéral de la protection de l'adulte et de l'enfant (LVP AE) – 19 mai 2009 d'introduction du Code de procédure pénale suisse (LVCPP) – 18 mai 1955 d'application dans le canton de Vaud de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LVLP) – 12 décembre 1979 d'organisation judiciaire (LOJV) – 8 mai 2007 sur le Grand Conseil (LGC) – 20 mai 1957 sur la profession d'agent d'affaires breveté (LPAG) et Rapports du Conseil d'Etat – sur la motion Jacques Nicolet au nom du Bureau du Grand Conseil – modification du taux d'activité des juges cantonaux et des règles afférentes dans le décret fixant leur nombre pour la législature 2018-2022 (15_MOT_062) – sur le postulat Jacques Ansermet et consorts au nom de la Commission de présentation demandant des améliorations dans le processus de recrutement des juges cantonaux suppléants (15_POS_121)	RC ok le 14.11.16
25.	(316) Exposé des motifs et projet de décret autorisant le Conseil d'Etat à céder une fraction d'environ 900 m2 à détacher de la parcelle no 103 du cadastre de la Commune d'Echallens, dénommé "Cure catholique d'Echallens", propriété de l'Etat de Vaud, dont l'évaluation se monte à CHF 1'250'000.-.	Séance de commission le 28.11.16
26.	(322) Exposé des motifs et projet de décret modifiant le décret du 24 novembre 1987 créant un fonds de roulement "Véhicules lourds et spéciaux de l'Administration cantonale et matériel du Département des travaux publics	Séance de commission le 06.12.16
27.	(16_INI_019) Initiative Alette Rey-Marion et consorts - Circulation routière, signe de la main	RC ok le 07.11.16

	Objets	Commentaires
28.	<p>(15_MOT_065) Motion Marc-Olivier Buffat et consorts - Modification des frais judiciaires et dépens en matière de police des constructions et de marchés publics</p> <p>(15_MOT_066) Motion Nicolas RoCHAT Fernandez et consorts - Procédure administrative : Pour des frais judiciaires respectant le principe de proportionnalité</p>	<p>CTAFJ</p> <p>Séance de commission le 11.09.15</p> <p>Travaux de la commission suspendus en attente d'une décision du TF</p>
29.	<p>(16_MOT_083) Motion Claire Richard et consorts - Communes à conseil général : adaptation de la LEDP suite à la généralisation du vote par correspondance</p> <p>(16_MOT_084) Motion Jean Tschopp et consorts - Renforcer la participation des électeurs étrangers</p> <p>(16_MOT_085) Motion Valérie Induni et consorts au nom du groupe socialiste - Mieux informer pour mieux élire</p> <p>(16_MOT_086) Motion Ginette Duvoisin et consorts demandant la modification de la loi sur l'exercice des droits politiques afin que les élections communales dans les communes à conseil général se déroulent selon les mêmes modalités que dans les communes à conseil communal</p> <p>(16_MOT_088) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour augmenter la participation, offrons l'affranchissement !</p> <p>(16_MOT_089) Motion Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste - Pour que tous-tes les Vaudois-es, y compris les Vaudois-es de l'étranger, puissent élire les Conseillers aux Etats</p> <p>(16_MOT_090) Motion Julien Eggenberger et consorts - Dépouiller par anticipation le vote par correspondance</p> <p>(16_MOT_093) Motion Claire Richard et consorts - Réduction du temps d'attente entre les élections communales et la mise en service des nouvelles autorités</p> <p>(16_POS_178) Postulat Serge Melly et consorts - 4 + 1 = 0</p> <p>(16_POS_179) Postulat Julien Eggenberger et consorts - Suppléances dans les conseils communaux</p>	<p>(16_MOT_083)</p> <p>(16_MOT_084)</p> <p>(16_MOT_085)</p> <p>(16_MOT_086)</p> <p>(16_MOT_088)_maj.</p> <p>(16_MOT_089)</p> <p>(16_MOT_090)</p> <p>(16_MOT_093)</p> <p>(16_POS_178)</p> <p>(16_POS_179)_maj.</p> <p>RC ok le 03.11.16</p> <p>(16_MOT_088)</p> <p>(16_POS_179)</p> <p>RC min en retard depuis le 28.09.16 (Jean Tschopp et Stéphane Montangero)</p>
30.	(16_MOT_096) Motion Nicolas Croci-Torti et consorts - Réviser la LEDP afin d'introduire le bulletin unique lors des élections à la majoritaire	Séance de commission le 27.01.17
31.	(16_MOT_097) Motion Claire Richard et consorts - Mise en place d'une permanence téléphonique ("help-line") comme mesure de prévention du radicalisme	Séance de commission le 27.02.17
32.	(16_POS_158) Postulat Jean Tschopp et consorts - Bas les armes !	<p>RC maj ok le 21.09.16</p> <p>RC min ok le 27.10.16</p>

	Objets	Commentaires
33.	(16_POS_186) Postulat Denis Rubattel et consorts - Obliger les détenus et leur famille à prendre part au financement de l'incarcération	Séance de commission le 11.11.16
34.	(16_POS_196) Postulat Fabienne Freymond Cantone et consorts - Taxation des interventions de police lors d'interventions concernant des violences domestiques : n'est-elle pas contreproductive ?	Séance de commission le 16.02.17
35.	(16_POS_197) Postulat Jessica Jaccoud et consorts - Airbnb : Combien de logements sont-ils retirés du marché locatif ?	Séance de commission le 30.01.17
36.	(14_INT_230) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Gérard Mojon et consorts - Détention carcérale, des intentions aux chiffres factuels	
37.	(16_INT_598) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Vassilis Venizelos et consorts - Interdiction de la mendicité : vers un maintien de l'aide au développement dans les régions d'origine des personnes concernées ?	
38.	(16_INT_599) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Manuel Donzé et consorts - Initiative interdisant la mendicité : application nuancée ?	

	Objets	Commentaires
39.	(188) Exposé des motifs et projets de lois modifiant - la loi du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative - la loi du 24 juin 1996 sur les marchés publics	CTAFJ Séance de commission le 13.03.15 En attente d'un rapport complémentaire (17.08.16 : selon secr. des comm., annoncé pour l'automne)
40.	(306) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Claudine Wyssa et consorts demandant une modification de la composition du Conseil de politique sociale	RC ok le 10.11.16
41.	(311) Exposé des motifs et projet de décret sur le développement d'outils et de processus favorisant la continuité et la coordination des soins	2^e débat
42.	(320) Bilan intermédiaire sur le plan stratégique du CHUV 2014-2018	CTSAP Séance de commission le 14.10.16 et le 04.11.16
43.	(329) Exposé des motifs et projet de lois modifiant la loi sur la procédure administrative et la loi sur les marchés publics – Simplification de la procédure de recours devant le Tribunal cantonal	CTAFJ Séance de commission le 12.12.16
44.	(331) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Catherine Labouchère et consorts - Jeunes adultes en difficulté (JAD) et les mesures d'insertions sociales (MIS), un accord imparfait à qui il faut redonner le bon tempo	Séance de commission le 09.01.17
45.	(GC 213) Réponse du Conseil d'Etat aux observations de la Commission de gestion (année 2015) - seconde réponse	RC ok le 22.11.16
46.	(16_POS_173) Postulat Jean-Marc Sordet et consorts - Harmoniser la pratique sociale vaudoise avec celle recommandée en Suisse (16_POS_174) Postulat Claire Richard et consorts - Prestations sociales : adéquation entre l'effort administratif et le bénéfice engendré pour le bénéficiaire ?	Séance de commission le 10.10.16
47.	(16_POS_181) Postulat Lena Lio et consorts - Pour une meilleure maîtrise de la frénésie réglementaire et normative	Séance de commission le 06.10.16
48.	(16_POS_187) Postulat Jean-Michel Dolivo et consorts - Quelles sont les différences de rentes de prévoyance professionnelle entre les femmes et les hommes pour les retraité-e-s, anciennement employé-e-s dans l'administration cantonale vaudoise ?	Séance de commission le 05.12.16
49.	(16_INT_505) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Vuillemin - Directives anticipées : aide ou embrouille ?	
50.	(16_INT_558) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Marc-Olivier Buffat - Nomination et réorganisation de la direction du CHUV : quelques explications sont indispensables.	

	Objets	Commentaires
51.	<p>(309) Exposé des motifs et projet de décret créant le décret du à la suite du renvoi au Conseil d'Etat de la motion Serge Melly et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite "Metzler"</p> <p>- Régler la question une fois pour toutes.</p>	<p><i>Motion d'ordre adoptée par le Grand Conseil le 8 mars 2016 invitant le CE à présenter un 3ème rapport complémentaire et final dans un délai de 3 mois</i></p>
52.	<p>(309) 523 – 3 ème rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil répondant aux objets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Postulat Gérard Bühlmann et consorts visant à assurer la transparence et le respect des droits démocratiques dans la budgétisation des coûts de non-refoulement de demandeurs d'asile dont la demande est refusée par l'ODR (03_POS_075) ; - Interpellation Jean-Yves Pidoux demandant des précisions sur le traitement réservé aux 523 requérants d'asile dont la demande a été refusée (04_INT_216) ; - Interpellation Josiane Aubert et consorts suite à la douloureuse situation de la famille CULLU : quelle évaluation du risque est faite par les autorités cantonales et fédérales lors d'un retour ? De quel sérieux peut-on créditer les programmes d'aide au retour et le suivi sur place ? (04_INT_220) ; - Interpellation Nicolas Mattenberger suite au dépôt de l'avis de droit du Pr. Pierre Moor sur la nature de l'acte de refus et de l'admission provisoire en droit d'asile (04_INT_224) ; - Interpellation Mireille Aubert et consorts - De quelques conditions de retour à Srebrenica (04_INT_248) ; - Interpellation Anne Weill-Lévy - Requérants déboutés - quel retour ? (04_INT_249) ; - Interpellation Jacqueline Bottlang-Pittet - Les conditions pour un retour volontaire des requérants déboutés sont-elles toujours vraiment réunies ? (04_INT_250) ; - Interpellation Roger Saugy concernant l'avenir en Suisse de requérants déboutés, mais non expulsables au Kosovo (04_INT_251) ; - Pétition contre les renvois des 523 requérants (04_PET_030) ; - Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le Postulat Georges Glatz et consorts demandant au Conseil d'Etat que les mesures de renvoi de réfugiés en cours d'opération et une fois exécutées fassent l'objet d'un rapport (04_POS_117) ; - Postulat Michèle Gay Vallotton et consorts - Recherchons des solutions pragmatiques pour les requérants déboutés du droit d'asile dans le Canton (04_POS_118) ; 	<p><i>RC maj ok le 14.11.16</i></p> <p><i>RC min ok le 28.11.16</i></p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Question Massimo Sandri concernant les requérants - Pétition en faveur des requérants déboutés (05_PET_055), - Interpellation Michèle Gay Vallotton sur la décision du Conseil d'Etat d'interdire aux requérants d'asile déboutés d'exercer une activité lucrative (05_INT_288), - Interpellation Roger Saugy intitulée "qu'a fait, que fera, que pourrait faire le Conseil d'Etat pour respecter la Convention des droits de l'enfant dans le cadre de la gestion des renvois des requérants d'asile ?" (05_INT_312), - Motion Serge Melly et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite "Metzler". Régler la question une fois pour toutes (05_MOT_095), - Interpellation Claude-Alain Voiblet - Ils étaient "523 ?" au début des années 2000, combien sont-ils aujourd'hui ? (15_INT_462), - Interpellation Claude-Alain Voiblet - Politique des "523 ?", combien sont-ils aujourd'hui financièrement autonomes de nos institutions sociales et du chômage ? (15_INT_463), - Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le Postulat Claude-Alain Voiblet et consorts - Que sont devenus les "523" dix ans après leur régularisation ? Le citoyen est en droit de connaître les conséquences de cette politique spécifique à notre canton ! (15_POS_126). 	
53.	<p>(384) Rapport complémentaire à l'Exposé des motifs et projet de décret créant le décret du à la suite du renvoi au Conseil d'Etat de la motion Serge Melly et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite " Metzler " - Régler la question une fois pour toutes</p>	<p><i>Motion d'ordre adoptée par le Grand Conseil le 8 mars 2016 invitant le CE à présenter un 3ème rapport complémentaire et final dans un délai de 3 mois</i></p>
54.	<p>(375) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les requérants d'asile déboutés qui n'ont pas été mis au bénéfice d'une admission provisoire dans le cadre de l'examen de leur situation sous l'angle de la circulaire du 21 décembre 2001 et</p> <p>Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur les postulats : Gérard Bühlmann, Georges Glatz, Michèle Gay Vallotton et</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réponse du Conseil d'Etat aux interpellations : Jean-Yves Pidoux, Josiane Aubert, Nicolas Mattenberger, Jaqueline Bottlang-Pittet, Mireille Aubert, Anne Weill-Lévy, Roger Saugy, Michèle Gay Vallotton et - Réponse du Conseil d'Etat à la question Massimo Sandri, à la pétition de la Coordination Asile contre les renvois des 523 requérants, à l'appel des professionnels de la santé en faveur des requérants déboutés 	<p><i>Motion d'ordre adoptée par le Grand Conseil le 8 mars 2016 invitant le CE à présenter un 3ème rapport complémentaire et final dans un délai de 3 mois</i></p>

	Objets	Commentaires
55.	(63) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil à l'EMPD créant le décret du à la suite du renvoi au Conseil d'Etat sur la motion Serge Melly et consorts relative à la renonciation des mesures de contrainte pour les requérants d'asile déboutés dans le cadre de la circulaire dite "Metzler" - Régler la question une fois pour toutes (2ème rapport complémentaire)	Motion d'ordre adoptée par le Grand Conseil le 8 mars 2016 invitant le CE à présenter un 3ème rapport complémentaire et final dans un délai de 3 mois
56.	(321) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 18 décembre 2007 d'application dans le Canton de Vaud de la législation fédérale sur les étrangers (LVLEtr)	Séances de commission le 31.10.16, le 15.11.16 et le 29.11.16
57.	(16_MOT_082) Motion Isabelle Freymond et consorts - Négociations du Conseil fédéral aux accords sur le "Partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement" (TTIP ou TAFTA en anglais) ainsi que sur les "Accords sur le Commerce des Services" (ACS ou TISA en anglais). Les lourdes conséquences sociales, économiques et environnementales poussent le canton de Vaud à se positionner comme "hors zone TTIP-TAFTA/ACS-TISA"	CTAFE Séance de commission le 14.06.16, le 06.09.16 et le 27.09.16
58.	(16_POS_177) Postulat Jacques Perrin et consorts - Développer à Moudon un centre d'information et de formation en matière d'agriculture, de production et d'élevage BIO	RC ok le 27.10.16
59.	(16_POS_200) Postulat François Clément et consorts - Halte au harcèlement téléphonique	Séance de commission le 09.01.17
60.	(16_INT_525) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Yvan Pahud - Fermeture de la douane des Verrières : quelles conséquences économiques et environnementales pour le Nord vaudois ?	
61.	(16_INT_507) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Alain Bovay et consorts - Nestlé un véritable fleuron de l'économie vaudoise	
62.	(16_INT_511) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Christian Kunze et consorts - Attestation de prise en charge par un tiers pour les ressortissants étrangers venant en Suisse : quel droit à l'aide sociale ?	
63.	(16_INT_566) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Vuillemin - Porcherie vaudoises : une vieille histoire	
64.	(16_INT_562) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Julien Eggenberger et consorts - Nouvelle loi sur la nationalité : quelles mesures d'encouragement ?	
65.	(16_INT_520) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Fabienne Freymond Cantone et consorts - WWF International et sa presque complète restructuration : mais que fait donc le Canton?	
66.	(16_INT_519) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Annick Vuarnoz et consorts - Formations continues des demandeurs d'emploi de plus de 50 ans : qu'attend-on pour agir ?	

	Objets	Commentaires
67.	<p>(286) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 20 juin 2006 sur l'accueil de jour des enfants (LAJE) et</p> <p>Rapports du Conseil d'Etat au Grand Conseil</p> <ul style="list-style-type: none"> – sur la motion Borloz Motion Frédéric Borloz au nom des groupes radical, libéral, UDC et AdC – Accueil préscolaire : trop de normes tuent les normes. Simplifions-les (09_MOT_076) – sur la motion Christelle Luisier et consorts Pour un réel partenariat financier Etat – communes en matière d'accueil de jour (15_MOT_075) – sur le postulat Odile Jaeger Lanore et Consorts sur les quotas imposés aux postes de travail dans les crèches-garderies, pour les CFC d'assistant socio-éducatif (07_POS_256) – sur le postulat Cesla Amarelle au nom du groupe socialiste - pour une réalisation rapide de l'article 63a de la Constitution. Obligation pour les communes d'organiser un accueil parascolaire (09_POS_158) – sur le postulat Claudine Wyssa et consorts au nom des groupes radical et libéral pour que l'accueil parascolaire ne subisse pas le même sort que les écoles de musique et demandant de donner le " lead " aux communes vaudoises (09_POS_161) – sur le postulat Claude-Eric Dufour et consorts demandant une loi spécifique concernant l'accueil parascolaire (11_POS_248) – sur le postulat Guy-Philippe Bolay et consorts – Crèches d'entreprise – Evitons de démotiver les sociétés en les faisant passer deux fois à la caisse ! (14_POS_072) 	RC ok le 8.11.16
68.	<p>(319) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 24 juin 1996 sur les marchés publics (LMP-VD) et</p> <p>Rapport du Conseil d'Etat sur la motion Jacques Haldy et consorts « Pour permettre le gré à gré concurrentiel » (14_MOT_037)</p>	Séance de commission le 07.11.16

	Objets	Commentaires
69.	(327) Exposé des motifs et projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit additionnel de CHF 1'108'000.- au crédit alloué par décret du 11 février 2014 pour la phase de déploiement du projet "Migration technique des postes de travail de l'ACV"	CTSI Séance de commission le 22.11.16
70.	(328) Exposé des motifs de projet de décret accordant au Conseil d'Etat un crédit d'ouvrage de CHF 4'920'000.- pour financer les travaux de réaménagement de la RC 82 (avenue du Tir-Fédéral) entre la route du Lac (RC 1) et l'entrée sud de la galerie de Marcolet, sur les communes d'Ecublens, de Chavannes-près-Renens et de Crissier	CTITM Séance de commission le 17.11.16
71.	(332) Exposé des motifs et projet de décret accordant aux VMCV SA une garantie d'emprunt de l'Etat de CHF 4'990'000.- pour le renouvellement de leurs systèmes de distribution et une garantie d'emprunt de l'Etat de CHF 25'330'000.- pour le renouvellement partiel de leur flotte de véhicules	CTITM Séance de commission le 08.12.16
72.	(16_POS_184) Postulat Catherine Labouchère et consorts - Avancée de la transition digitale : quelle stratégie numérique pour le canton ?	Séance de commission le 05.12.16
73.	(16_POS_188) Postulat Werner Riesen et consorts - Etude de faisabilité pour la mise en navigation de navettes rapides entre les villes lémaniques suisses	CTITM Séance de commission le 13.10.16
74.	(16_POS_190) Postulat Bastien Schobinger et consorts - Quelle vision pour accompagner l'arrivée des véhicules autonomes ?	Séance de commission le 02.12.16
75.	(16_POS_198) Postulat Valérie Schwaar et consorts - Pour un plan directeur cantonal du stationnement d'échange et de covoiturage	CTITM Séance de commission le 17.11.16
76.	(16_POS_199) Postulat Julien Sansonnens et consorts - L'administration cantonale est-elle prête pour l'Internet de demain ?	CTSI Séance de commission le 17.01.17
77.	(16_INT_488) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Krieg - Route de la Fleur de Lys à Prilly, la fluidité du trafic est une nécessité !	
78.	(16_INT_490) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Yvan Pahud - A quand une sécurisation de la route L'Auberson - Sainte-Croix au lieu-dit "le Remblais" ?	
79.	(16_INT_493) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Julien Cuérel et consort - RC253, un tronçon oublié ?	

	Objets	Commentaires
80.	<p>(324) Exposé des motifs et projets de budgets</p> <ul style="list-style-type: none"> – des charges et des revenus de fonctionnement de l'Etat de Vaud pour l'année 2017 – d'investissement pour l'année 2017 et plan 2018-2021 et <p>Rapport du Conseil d'Etat</p> <ul style="list-style-type: none"> – sur le Programme de législature 2012-2017 – sur l'évolution à moyen terme et l'actualisation de la planification financière, des investissements et de l'endettement et <p>Exposés des motifs et projets de loi</p> <ul style="list-style-type: none"> – modifiant la loi du 12 septembre 1984 sur la prévoyance professionnelle de certaines catégories de personnel (LLPP) – modifiant la loi du 23 novembre 2010 sur les prestations complémentaires cantonales pour familles et les prestations cantonales de la Rente-pont (LPCFam) – modifiant la loi du 25 juin 1996 d'application vaudoise de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LVLAMal) – modifiant la loi du 9 novembre 2010 sur l'harmonisation et la coordination de l'octroi des prestations sociales et d'aide à la formation et au logement cantonales vaudoises (LHPS) – modifiant la loi du 16 novembre 1993 sur les Hospices cantonaux (LHC) et exposé des motifs et projet de décret modifiant le décret du 12 septembre 1994 pour la création d'un compte spécial intitulé « Crédit d'inventaire » pour les investissements des Hospices cantonaux (DCSHC) – modifiant la loi du 12 mars 2013 sur le Contrôle cantonal des finances (LCCF) et la loi du 12 mars 2013 sur la Cour des comptes (LCComptes) et préavis du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur l'initiative Michaël Buffat au nom de la Commission des finances – modifiant la loi du 4 juillet 2000 sur les impôts directs cantonaux (LI) – modifiant la loi du 27 février 1963 concernant le droit de mutation sur les transferts immobiliers et l'impôt sur les succession et donations (LMSD) – modifiant la loi du 10 décembre 1969 sur la protection de la nature, des monuments et des sites (LPNMS) et <p>Exposés des motifs et projets de décrets</p> <ul style="list-style-type: none"> – fixant, pour l'exercice 2017, le montant limite des nouveaux emprunts contractés par l'Etat de Vaud, ainsi que le montant limite de l'avance 	<p style="text-align: center;">COFIN Séances de commission les 3.11.16, 4.11.16, 7.11.16, 10.11.16, 14.11.16</p>

<p>de trésorerie que l'Etat peut accorder à la Centrale d'encaissement des établissements sanitaires vaudois (CEESV)</p> <ul style="list-style-type: none"> – fixant, pour l'exercice 2017, les montants maximaux autorisés des engagements de l'Etat par voie de prêts, de cautionnements et d'arrière-cautionnements conformément à la loi du 12 juin 2007 sur l'appui au développement économique (LADE) – fixant, pour l'exercice 2017, le montant maximum des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par des établissements sanitaires privés reconnus d'intérêt public afin de financer leurs investissements – fixant, pour l'exercice 2017, le montant maximum des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par des établissements socio-éducatifs reconnus d'intérêt public afin de financer leurs investissements dans le cadre de la LAIH – fixant, pour l'exercice 2017, le montant maximal des garanties que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par les institutions socio-éducatives afin de financer leur investissements (LProMIN) – fixant, pour l'exercice 2017, le montant maximal que le Conseil d'Etat peut octroyer au nom de l'Etat pour les emprunts contractés par des établissements de pédagogie spécialisée privés reconnus afin de financer leurs investissements – fixant la contribution ordinaire de l'Etat au budget annuel de la Fondation pour l'accueil de jour des enfants pour l'année 2017 – accordant une garantie d'emprunt de CHF 1'876'000 à l'Académie Internationale des Sciences et Techniques du Sport (AISTS) pour l'acquisition de son lot de PPE dans la bâtiment Synathlon – accordant la garantie de l'Etat de Vaud à Edipresse Développement SA pour l'emprunt bancaire de CHF 15'820'350 contracté pour financer une partie de l'investissement nécessaire à la construction des bâtiments gris de l'Unité centralisée de production (UCP) et de la plateforme logistique CHUV-HUG et <p>Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil</p> <ul style="list-style-type: none"> – sur le postulat Julien Cuérel et consorts – De la transparence pour les contribuables 	
--	--

	Objets	Commentaires
81.	<p>(325) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat de la Commission de gestion suite aux refus des secondes réponses aux 2e et 3e observations présentées au Département des finances et des relations extérieures (DFIRE) dans le cadre du rapport de gestion 2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Convivialité du catalogue en ligne de la Centrale d'achats de l'Etat de Vaud (CADEV) - Ressources humaines du Centre d'édition de la Centrale d'achats de l'Etat de Vaud (CADEV) 	<p>COGES Séance de commission le 11.01.17</p>
82.	<p>(326) Exposé des motifs et projet de budget 2017 complémentaire et</p> <p>Exposé des motifs et projet de loi</p> <ul style="list-style-type: none"> - modifiant la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LICom) en matière de répartition intercommunale de l'impôt sur le revenu et <p>Rapport du Conseil d'Etat</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur l'initiative parlementaire Raphaël Mahaim et consorts "Ecole de musique : respecter les engagements pris !" et <p>Exposés des motifs et projet de décret</p> <ul style="list-style-type: none"> - fixant la contribution de l'Etat et des communes au budget annuel de la Fondation pour l'enseignement de la musique (FEM) pour les années 2016 et 2017 (initiative Mahaim et consorts) - fixant la contribution de l'Etat et des communes au budget annuel de la Fondation pour l'enseignement de la musique (FEM) pour les années 2016 et 2017 (contre-projet du Conseil d'Etat à l'initiative Mahaim et consorts) 	<p>COFIN RC ok le 24.11.16</p>
83.	<p>(16_POS_180) Postulat Dominique-Ella Christin et consorts au nom du Groupe Vert'libéral - Promouvoir et soutenir davantage l'économie circulaire : rôle d'exemplarité de l'Etat ?</p>	<p>RC ok le 10.11.16</p>
84.	<p>(15_INT_448) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Marc-Olivier Buffat - Lavaux Patrimoine mondial : quelle politique entend suivre le Conseil d'Etat pour soutenir les activités liées à la valorisation de "Lavaux Patrimoine mondial"?</p>	
85.	<p>(16_INT_570) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Dominique-Ella Christin au nom du groupe Vert'libéral - Récompenser, notamment par le biais d'outils fiscaux, les citoyens qui s'engagent en faveur du climat et de l'environnement ?</p>	

	Objets	Commentaires
86.	(GC 179) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 8 mai 2007 sur le Grand Conseil (LGC) et Rapport de la Commission thématique de la modernisation du parlement chargée de mettre en œuvre la motion suivante : Motion Véronique Hurni et consorts au nom de la Commission des pétitions - Pour que les pétitions ne demeurent plus anonymes (15_MOT_078)	<i>Séance de commission le 22.04.16 et 09.09.16</i>
87.	(GC 204) Exposé des motifs et projet de décret fixant le montant des indemnités des membres du Grand Conseil pour la législature 2017 - 2022	<i>2^e débat</i>

CONSEIL D'ETAT

	Objets	Commentaires
--	---------------	---------------------

Lausanne, le 1er décembre 2016.

Secrétariat général du Grand Conseil